

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre
de la société PAULSTRA à Châteaudun
(n° ICPE 0010000313)

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1990 autorisant la société PAULSTRA à exercer ses activités au 26 boulevard de Péringondas à Châteaudun ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2012 autorisant la SNC PAULSTRA à exploiter en régularisation une installation de fabrication d'éléments anti-vibratoires à base de caoutchouc et de métal sur la commune de Châteaudun ;

Vu l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu le courrier préfectoral en date du 17 mars 2015, actant le tableau de classement des installations de la SNC PAULSTRA ;

Vu le volet incendie du porter à connaissance déposé par l'exploitant le 15 novembre 2022;

Vu l'avis du SDIS du 29 septembre 2025 sur le volet incendie du porter à connaissance précité;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à la visite du 10 décembre 2025 transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 08 janvier 2026 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2025, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne dispose pas de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre:

- les débits des poteaux incendie sont inférieurs aux prescriptions;
- la réserve incendie UPSH est inopérante.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2012 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SNC PAULSTRA de respecter les prescriptions de cet article, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir

Arrête :

Article 1 – La société SNC PAULSTRA, exerçant une activité de fabrication d'éléments antivibratoires à partir de caoutchouc dans des locaux situés 26, boulevard de Péringondas - ZAC de Beauvoir — 28200 CHÂTEAUDUN est mise en demeure de respecter l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2024:

- en mettant à jour le volet incendie du porter à connaissance reçu le 15 novembre 2022 notamment sur la compatibilité des moyens incendie déjà présents et sur les scénarios d'incendie envisagés en s'appuyant sur l'avis du SDIS du 29 septembre 2025 dans un délai de 4 mois;
- en réalisant une étude de la solution technique la plus adaptée au site dans un délai de 6 mois;
- en réalisant les travaux définis par l'étude technique dans un délai de 12 mois.

Article 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 – NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS


- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

Article 5 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 16 JAN. 2026

Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN

